

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 23/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROSUBSTRAT**

Zone artisanale de Kerguiniou  
22160 Callac

Références : 2024.160    Recommandé n° 1A 201 777 7957 8  
Code AIOT : 0005500027

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement EUROSUBSTRAT implanté DE KERGINIOU ZA 22160 CALLAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La dernière inspection a eu lieu le 3 octobre 2017. L'inspection réalisée en 2024 était donc une inspection périodique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROSUBSTRAT
- DE KERGINIOU ZA 22160 CALLAC
- Code AIOT : 0005500027

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé, par arrêté du 3 octobre 1995, à exercer une activité de fabrication de substrat pour la culture de champignons (pleurote et shiitake). Le site a été racheté en fin d'année 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Protection de la ressource : consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Protection de la ressource : implantation du forage	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Protection des milieux aquatiques : rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Prévention de la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
10	Installation de combustion : biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Installations de combustion : surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Installations de combustion : cendres	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 7.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 7.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Eurosubstrat de Callac a été racheté en fin d'année 2023. La nouvelle directrice a donc engagé un audit réglementaire, ce qui lui a permis de mettre en évidence un certain nombre de non conformités. Ce constat a été confirmé lors de cette inspection au vu des non conformités observées par sondage. Il est donc proposé un arrêté de mise en demeure notamment sur la gestion des eaux et les installations de combustion.

L'Inspection recommande à l'exploitant de poursuivre cette démarche d'audit réglementaire du site. Les conclusions de cet audit vont peut-être nécessiter des modifications d'exploitation, qui devront être portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature et volume des activités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2170 « fabrication d'engrais et supports de culture à partir de matières organiques » 60 t/j</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité principale relève de la rubrique 2170 à autorisation "<i>fabrication d'engrais, amendement et supports de culture à partir de matière organique</i>" pour une capacité de production maximale de 60 t/j. Il n'y a pas d'évolution sur cette activité.</p> <p>L'exploitant a transmis en préfecture, en janvier 2023, un dossier de porter à connaissance mettant à jour la situation administrative et confirmant être soumis à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la rubrique 2910 A2 – Combustion de gaz, à déclaration avec contrôle périodique, pour une puissance totale de 1,74 MW (3 chaudières gaz (total de 2667 kW, utilisées en secours) et 1 chaudière bois (1740 kW)). Or, lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé utiliser les chaudières de façon simultanée. Ainsi, la puissance thermique nominale totale de l'installation n'est pas de 1,74 MW, mais a priori de 4,4 MW.</li> <li>- la rubrique 4718.2b - gaz inflammable à déclaration pour la cuve de propane de 32 t.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la paille était broyée avant humidification et fermentation. Ainsi, cette opération de broyage relève de la rubrique 2260.1 à déclaration (puissance de la machine de 170 kW).</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est donc demandé à l'exploitant de confirmer sa situation administrative vis-à-vis de la réglementation ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Protection de la ressource : consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Sans préjuger de l'éventuelle mise en œuvre des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, notamment en cas de sécheresse, le prélèvement d'eau par le forage en nappe aura les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débit horaire maximal ..... 6 m<sup>3</sup></li> <li>- volume journalier maximal ..... 60 m<sup>3</sup></li> <li>- volume annuel maximal ..... 11 000 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Les installations de prélèvement (forage et raccordement au réseau public) doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications est effectué toutes les semaines et est porté sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sera installé sur la canalisation d'eau potable du réseau public afin d'éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau public.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un compteur est installé sur l'installation de prélèvement d'eau du forage. L'exploitant a précisé qu'il a constaté, à la reprise du site en fin d'année 2023, que ce compteur était by-passé, ce qui faussait les mesures de débits prélevés. Il a supprimé ce bypass depuis. Au vu des mesures récentes, l'exploitant a constaté qu'il prélevait environ 500 m<sup>3</sup>/semaine, ce qui serait supérieur au 60 m<sup>3</sup>/j prescrit par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir engagé un audit avec un bureau d'étude sur le forage. En effet, il s'interroge sur la qualité des eaux prélevées, sur son emplacement et sur sa conception.</p> <p>La présence du disconnecteur n'a pas été contrôlée le jour de l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>L'exploitant doit mettre en place un registre des prélèvements d'eau du forage, et confirmer la présence d'un disconnecteur.</p> <p>Il informera l'inspection des conclusions de l'audit réalisé, et des actions engagées, notamment vis-à-vis des prélèvements nécessaires au fonctionnement du process.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Protection de la ressource : implantation du forage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions complémentaires concernant le forage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de forage doivent respecter les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'implantation du forage est interdite à moins de 35 mètres de toute source de pollution potentielle [...]; en cas de présence d'une source de pollution potentielle située à moins de 50 mètres du forage, ce dernier doit être placé à l'amont topographique</li> <li>- la cimentation de l'espace annulaire est réalisée selon les règles de l'art, sur une hauteur minimale de 10 mètres</li> <li>- une protection de tête surélevée doit être mise en place et se situer dans un périmètre neutralisé et clôturé autour du forage.[..]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage est installé à proximité immédiate d'une zone d'entreposage de déchets (paille souillée, etc.), et ne présente pas de protection de la tête du forage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le forage doit être mis aux normes de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Protection des milieux aquatiques : rejets eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Point 2 : aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales. Les eaux de pluie non polluées seront rejetées directement dans le milieu</p>

<p>naturel. Toutes dispositions seront prises telles que (décantation, déshuilage...) pour que ce rejet respecte dans tous les cas les valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5;</li> <li>- DCO &lt; 125 mg/l</li> <li>- hydrocarbures &gt; 10 mg/l</li> <li>- MES &lt; 100 mg/l</li> </ul> <p>Point 7: les eaux de process seront recyclées. [..]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection de 2017, l'exploitant avait confirmé avoir mis en place une station de traitement des eaux de process, ce qui permettrait à terme de les réutiliser dans leur totalité. Or, il a été constaté en 2024 que la station de traitement des eaux a été mise en place mais n'est pas opérationnelle. Ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux ne sont pas recyclées dans le process</li> <li>- il n'y a pas de rejet direct vers le milieu naturel, mais potentiellement par infiltration dans les bassins de lagunage</li> <li>- aucun prélèvement n'a été réalisé sur les eaux pluviales.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué avoir engagé un audit avec un bureau d'étude pour revoir le traitement des eaux du site et étudier la faisabilité de recycler les eaux de process.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra se mettre en conformité sur ses rejets d'eaux. En fonction des conclusions de l'audit, il précisera les actions correctives retenues ainsi que le calendrier de mise en œuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 5 : Prévention de la pollution accidentelle

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 6.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Point 4.3 : tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% de la capacité du plus grand réservoir</li> <li>- 50% de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que de nombreux fûts ou réservoirs n'étaient pas sur rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant devra se mettre en conformité en supprimant tout risque de pollution par la mise en place de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est</li> </ul>

<p>expédié ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a confirmé disposer des bons d'expédition pour tous les déchets sortants, mais que le registre réglementaire requis n'avait pas été encore mis en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra mettre en place un registre des déchets sortants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 7.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement devra pouvoir disposer à moins de 100 mètres de ses limites, d'un ou plusieurs poteaux d'incendie conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir un débit de 1000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar.</p> <p>En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'eau d'un volume minimum total de 120 m3 devra être créée. Une plate-forme d'aspiration « pompier » sera aménagée. L'accès sera maintenu dégagé et accessible en permanence.</p> <p>En outre, l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs appropriés en nombre suffisant disposés dans les différents locaux en fonction des risques encourus. Ils seront d'un type homologué NFMIH.</li> <li>- en tant que de besoin, des robinets d'incendie armés en nombre suffisant. d'une ou plusieurs colonnes sèches, si nécessaire.</li> </ul> <p>Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'extincteurs et de 2 poteaux incendie (1 à l'entrée du site et à 1 plus de 100 m de l'entrée). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les débits des poteaux.</p>

L'exploitant a informé l'Inspection de la venue du SDIS au mois de juin prochain.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit contacter la collectivité afin de connaître les débits des poteaux situés à proximité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les installations électriques seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.[...].
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des installations électriques (Q18) a été réalisé le 16/02/24. Le rapport conclut que "l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les préconisations signalées par le prestataire dans le compte rendu devront être mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b>  La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté.  L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a réalisé une mesure des émissions sonores en 2023. Des non conformités ont été relevées en période nocturne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant devra mettre en place des actions correctives afin de lever les non conformités relevées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 10 : Installation de combustion : biomasse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Combustibles utilisés
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.
Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.
Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.
<b>Constats :</b>
Selon l'exploitant, le combustible utilisé pour la chaudière biomasse correspond aux critères de combustibles prévus dans la nomenclature sous la rubrique 2910-A.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant devra confirmer que le combustible utilisé pour la chaudière biomasse répond aux critères de la nomenclature sous la rubrique 2910-A.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Installations de combustion : surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure périodique de la pollution rejetée
<b>Prescription contrôlée :</b>
I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les

installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , SO <sub>2</sub> , poussières, NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.
<p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>[...]</p> <p>VI. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé des mesures des rejets atmosphériques sur les chaudières gaz et biomasse, en novembre 2023. Le rapport met en évidence des non conformités sur les rejets de la chaudière biomasse sur les poussières et les dioxines. Selon l'exploitant, les mesures ont été faites avant le rachat du site, ainsi des doutes sur la qualité de la biomasse sont suspectés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un nouveau contrôle sur les rejets de la chaudière biomasse doit être effectué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Installations de combustion : cendres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour assurer l'évacuation régulière des déchets produits, notamment les cendres et les suies issues des installations de combustion. La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cendres issues des installations de combustion sont stockées sur le site, sur un terrain non imperméabilisé et à découvert, et ce depuis de nombreuses années.</p>

Au vu des doutes émis sur les combustibles utilisés par le précédent exploitant, des analyses des cendres sont nécessaires afin de caractériser le déchet et l'orienter vers la bonne filière de traitement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les cendres doivent être analysées et évacuées vers la bonne filière de traitement des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois